

Referenzen und Initialen

j.A.22.14.7.3. - NS/ba

Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

 Ja  
 Nein

Priorität

 Norm.  
 Dring.  
 Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------

wochentx

\*\*\*

W o c h e n t e l e x 21/84

V e r t r a u l i c h

Visite Botha. Président éthiopien Mengistu, en sa qualité Président OUA, a fait parvenir à Président Confédération télégramme à peine courtois pour lui demander de ne pas recevoir Premier Ministre Botha. Avons répondu sobrement mais fermement que préférons dialogue à confrontation et que dialogue était d'autant plus intéressant et productif avec personnalités dont ne partageons pas toujours les vues. Cette tentative d'ingérence dans nos affaires internes et externes a naturellement été mal reçue.

Voyage Secrétaire d'Etat en Suède et en Finlande:

Le but du voyage était triple, à savoir répondre à l'invitation du Secrétaire d'Etat suédois Schorri et à celle du Secrétaire d'Etat finlandais Tuovinen et profiter passage Stockholm pour suivre pendant deux jours travaux de la CDE.

1. S u è d e.

Sur question des relations Est-Ouest et américano-soviétiques, présentation point de vue suédois a été faite de façon modérée et nuancée. Avons pu convenir sur analyse, à savoir celle d'un gel des relations entre les deux super-puissances, d'un durcisse-

104 150 000 24065

Datum: \_\_\_\_\_  
 Tel. intern \_\_\_\_\_

Visum:

Dodis





Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja      Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm.    Dring.    Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

ment tous azimuts de Moscou et que, dans ces circonstances, il n'était guère prévisible d'assister à une reprise des négociations à Genève ou à des signes de bonne volonté d'une part ou de l'autre. Dans ces conditions, il nous appartenait de maintenir dans la mesure du possible les canaux de communication ouverts, notamment à la Conférence de Stockholm. Pour ce qui est du Moyen-Orient, Schorri, qui revenait d'Israël et de Tunisie, pensait qu'une victoire travailliste aux élections israéliennes signifierait à la fois un

Datum: \_\_\_\_\_  
 Tel. intern. \_\_\_\_\_

Visum: \_\_\_\_\_



Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Info et Presse

Seite-Nr.

3

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

retrait des troupes israéliennes du Liban, un ralentissement de l'implantation israélienne dans les territoires occupés et une chance raisonnable de négociations avec les Arabes, notamment avec l'OLP. En ce qui concerne l'Afrique australe, les Suédois veulent manifester leur solidarité avec les pays du front en organisant une conférence des ministres des affaires étrangères à Stockholm en juin, en présence des ministres des affaires étrangères des pays nordiques. Grande suspicion à l'égard des initiatives sud-africaines. Avons promis de nous tenir informés réciproquement, notamment après visite Botha. N'avons pas partagé analyse des Suédois dans cette affaire. En ce qui concerne le Sud-Est asiatique, Suédois, bien que ne le disant pas, sont sans doute déçus de la politique expansionniste vietnamienne actuelle. Pour l'Amérique centrale, Suédois s'alignent très fidèlement sur le point de vue de Managua dans le conflit qui oppose le Nicaragua aux Etats-Unis.

Avons décidé d'aller de l'avant avec la reprise des réunions annuelles des Secrétaires d'Etat des quatre pays neutres, avec l'idée que les Autrichiens pourraient organiser la première réunion dans le courant du mois de septembre. En ce qui concerne le traité de non-prolifération, les Suédois entendent continuer à participer aux travaux du groupe des non-alignés alors que nous espérons, avec les Autrichiens et les Finlandais, revenir aux WEOG lors de la prochaine réunion d'experts. Les Suédois nous ont informés des

Letzte  
Zeile

101 100 000 24665

Datum: _____	Visum: _____
Tel. intern _____	



Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja      Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm.    Dring.    Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

derniers développements dans l'affaire de la violation de leurs eaux territoriales par des sous-marins prétendument non identifiés. Point de divergence principal a été notre refus nous aligner sur certain activisme suédois dans le domaine nucléaire et de la sécurité, notamment en ce qui concerne leur projet de dénucléarisation de la zone nordique et quant à la mise en place d'un corridor dénucléarisé le long de la ligne de séparation entre Est et Ouest en Europe continentale.

2. F i n l a n d e .

Les entretiens, qui ont débuté par une visite de courtoisie chez le Ministre des affaires étrangères Vaeyrynen, se sont déroulés dans une atmosphère très cordiale. Sur la question des relations Est-Ouest et américano-soviétiques, les Finlandais pensent que rien ne se passera avant les élections américaines. En ce qui concerne le Moyen-Orient, les Finlandais ont exprimé pratiquement les mêmes points de vue que les Suédois. Sur l'UNESCO, ils partagent nos préoccupations tout en regrettant que les efforts pour améliorer l'organisation doivent se faire sous la menace du départ des Etats-Unis. Quant au Sud-Est asiatique, Tuovinen pense que la Chine est disposée à négocier avec l'URSS. Elle ne peut toutefois admettre l'hégémonie vietnamienne en Indochine. Pour ce qui est de l'Amérique centrale, la Finlande soutient les efforts du groupe

124 1-0 000 24005

Datum: _____	Visum:
Tel. intern. _____	



Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

5

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

de Cantadora. Quant à l'Afrique australe, Finlande est pour le moins surprise par les derniers développements et pense que les accords conclus par Pretoria avec ses voisins sont surtout dictés par des considérations économiques et que la confrontation politique demeure. Ils sont intéressés à ce que nous les informions des résultats de la visite Botha. Du point de vue économique, la Finlande espère que le sommet de Visby permettra d'inaugurer une coopération plus large et plus dynamique entre les pays membres. Tuovinen a réagi très positivement à la proposition de réactiver les rencontres entre Secrétaires d'Etat des quatre pays neutres. Coopération sur le traité de non-prolifération: la Finlande souhaite comme nous rejoindre les WEOG. Tuovinen nous informe des bonnes relations que son pays entretient avec l'URSS ainsi qu'avec les pays nordiques. Il nous pose la question de savoir si une visite d'Etat pourrait avoir lieu prochainement en Suisse.

3. C D E.

Les contacts personnels avec une dizaine de chefs de délégation, notamment Etats-Unis, URSS, Grande-Bretagne, France, Hongrie, Sous-Secrétaire d'Etat norvégien, représentants des N+N, dégagent tous la même impression, à savoir que jusqu'à la fin de l'année il ne faut pas s'attendre à l'amorce d'une négociation sérieuse à Stockholm. En revanche, et tout le monde en convient également,

Letzte  
Zeile

104 150 000 24065

Datum: \_\_\_\_\_

Tel. intern \_\_\_\_\_

Visum:



Referenzen und Initialen

Four horizontal lines for entering references and initials.

Adresse (für Telex an Dritte)

Four horizontal lines for entering the address for telex to third parties.

Chiffriert

Ja  Nein

Priorität

Norm.  Dring.  Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Empty box for sender information.

Seite-Nr.

6

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

il est utile d'employer les quelques mois qui nous séparent de la fin de l'année pour clarifier les positions respectives, afin d'être prêts le moment venu, c.-à-d. au début de l'année prochaine, à engager une véritable négociation. Il serait également faux de vouloir compartimenter la Conférence en groupes de travail ou en commissions sans qu'au préalable on se soit mis d'accord sur l'économie générale du document qui mettra un terme aux travaux de Stockholm et les chapitres que ce document contiendra. Selon la décision prise, la mise en place de commissions correspondant aux différents chapitres envisagés découlera dès lors tout naturellement. Les Soviétiques, en déposant un document, ont admis l'idée d'une part qu'il y aura des mesures de confiance améliorées par rapport à Helsinki, mais en même temps voudraient que la Conférence se penche également sur quatre idées qu'ils avancent, à savoir des discussions sur les armes chimiques, le non-recours en premier à l'arme nucléaire, un pacte de non-agression entre les deux alliances militaires et, enfin, "quelque chose", car les idées soviétiques à ce propos ne semblent pas très claires, sur le non-emploi de la force. Notre attitude à cet égard est la suivante:

a) les armes chimiques sont discutées ailleurs, à Genève, et dès lors il ne faut pas faire double emploi,

b) un pacte de non-agression entre les deux alliances militaires n'entre pas dans les compétences de la CSCE qui, selon ses règles de procédure, doit se dérouler en dehors des alliances militaires,

Datum: _____	Visum: _____
Tel. intern _____	

114 150 000 24605



Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

c) le problème de l'emploi de l'arme atomique n'est pas dans le mandat de la Conférence de Stockholm, tel qu'il a été élaboré à Madrid,

d) seule une déclaration politique, ou éventuellement l'amorce d'une négociation sur un traité général de non-recours à la force entre les 35 pays, pourrait faire l'objet d'une discussion, encore que la rédaction d'un tel traité transformerait radicalement la Conférence de Stockholm, la prolongerait dans le temps et nécessiterait des pleins pouvoirs nouveaux pour les négociateurs.

En d'autres mots, et comme dans toute conférence, il faut savoir qu'il y a un temps pour l'action et un temps pour l'inaction. Les 35 Etats à Stockholm doivent se résigner à une période d'inaction. Il convient d'être patient et d'attendre, ce qui n'est pas toujours facile pour certains de nos amis des N+N, et surtout pour un groupe de membres de l'OTAN dont les gouvernements à tort ou à raison se croient soumis à une pression de l'opinion publique pour faire à tout prix quelque chose.

Internés soviétiques : Les trois prisonniers soviétiques arrivés en Suisse le 28 mai 1982 ont été libérés hier, dimanche 20 mai 1984, après une période d'internement de deux ans.

Le moment de leur libération a été avancé de quelques jours pour

Datum: \_\_\_\_\_  
Tel. intern \_\_\_\_\_

Visum:



Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ja	Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Norm.	Dring.	Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

des raisons de sécurité et de discrétion.

L'un de ces militaires est rentré dans son pays le même jour. Il a quitté Zurich-Kloten par le vol régulier de l'aéroflot pour Moscou. Ce départ n'a donné lieu à aucun incident. Un "Hand-over-certificate" a été signé à l'aéroport par un représentant de l'Ambassade de l'Union soviétique, du CICR, et de notre Département.

Les deux autres militaires ont exprimé le désir de demeurer en Suisse. Ils ont été mis au bénéfice d'une autorisation de séjour et ont été confiés à l'oeuvre d'entraide ouvrière suisse (dont le président est le conseiller national Moritz Leuenberger) qui s'emploie à leur trouver un logement et du travail. L'un souhaiterait pouvoir vivre dans la région de Bâle, et l'autre dans celle de Genève. Désireux de rester à l'abri des mass-média et de groupes politiques, ils ne souhaitent pas que leur identité et leurs adresses soient divulguées. Nous respecterons ces vœux. Un avocat a été mandaté pour servir d'intermédiaire entre les deux intéressés et le monde extérieur. Au niveau de notre gouvernement, les problèmes qui pourraient se poser, hormis ceux de nature politique, sont désormais du ressort du DFJP. Nos deux départements demeureront toutefois en contact étroit à ce sujet.

184 150 000 24665

Datum: _____	Visum:
Tel. intern _____	



Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja      Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm.    Dring.    Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>
--------------------------

Text erg.

<input type="checkbox"/>
--------------------------

F.I.

<input type="checkbox"/>
--------------------------

Absender

--

Seite-Nr.

9
---

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Les autorités soviétiques nous ont adressé de vifs reproches, à Berne et à Moscou, nous accusant notamment d'avoir influencé les internés en vue de les dissuader de rentrer dans leur pays. Nous avons fermement rejeté ces accusations.

Il reste maintenant sept militaires soviétiques internés au Zugerberg. Deux d'entre eux arriveront au terme de leur internement le 9 août prochain.

Brunner

NNNN

Letzte  
Zeile

104 150 000 24065	Datum: _____	Visum:
	Tel. intern _____	



Teil II

Message pour la coopération technique et l'aide financière:

Le 15 mai 1984 le nouveau Message concernant la continuation de la coopération technique et de l'aide financière en faveur des pays en développement, du 19 mars 1984, a été présenté à la presse par le Conseiller fédéral P. Aubert. Ce message propose l'ouverture d'un crédit de programme de 1'800 millions de francs. Il doit permettre au Conseil fédéral de prendre les engagements nécessaires à la poursuite de la coopération technique et de l'aide financière bilatérales et multilatérales en faveur des pays en développement. Ce crédit de programme, qui devrait entrer en vigueur le 1er novembre 1984 pour une durée minimale de 3 ans, prend la relève du crédit de 1'650 millions de francs ouvert le 8 décembre 1980, qui avait été prévu pour 3 ans également, mais dont la durée s'est trouvée prolongée de 10 mois du fait du ralentissement du rythme de croissance de l'aide publique au développement (APD). L'accroissement du montant de ce crédit-cadre par rapport au précédent - sensible si l'on tient compte de la durée prévisible - témoigne de la volonté du Conseil fédéral de poursuivre sa politique d'augmentation constante du volume de notre APD exprimé en pourcentage du produit national brut. Le montant d'APD inscrit au plan financier pour l'année 1987 - 795 millions de francs - équivaldra à 0,31 % du PNB (contre 0,27 % en 1983); cet accroissement permettra à la Suisse de se rapprocher de la moyenne atteinte par les autres pays donateurs de l'OCDE (0,38 % du PNB en 1982). Ce message concerne deux instruments de la politique suisse d'aide au développement - les principaux du point de vue des moyens financiers mis en oeuvre: la coopération technique et l'aide financière <sup>1)</sup>. Les projets et programmes réalisés à ce titre sont en priorité au bénéfice des pays les plus pauvres ainsi que des couches de population défavorisées. Appuyant les efforts déployés au plan local, ces actions s'attachent en particulier à la promotion de la production agricole, à la préservation de l'équilibre écologique et à la satisfaction des besoins essentiels dans les domaines éducatifs et sanitaires.

---

1) Le financement d'autres formes d'aide - telles l'aide humanitaire, les mesures de politique économique au titre de la coopération au développement ou la participation au capital des banques de développement - est à charge de crédits de programme séparés.

Le texte du Message parviendra aux Ambassades par un prochain courrier.

37ème assemblée mondiale de la santé: s'est tenue à Genève du 7 au 17 mai. Délégation suisse sous direction Prof.Dr.Med. Beat Roos nouveau directeur office fédéral santé publique.

a) médicaments essentiels: directeur général OMS est prié convoquer en 1985 réunion d'experts pour discuter moyens d'assurer usage rationnel médicaments et rôle commercialisation.



- b) santé pour tous: conclusions ont porté sur importance et urgence des actions à entreprendre et améliorations à apporter à surveillance;
- c) alimentation nourrissons et jeunes enfants: aucun nouvel élément concernant le code.

Tendance à moindre politisation assemblée santé s'est poursuivie cette année. Ont été évités débat et résolution sur emploi armes chimiques dans guerre Iran/Irak ainsi que minage des ports du Nicaragua. Seul écueil: condamnation politique d'Israël dans territoires arabes occupés. 75 pays ont voté en faveur, 28 se sont abstenus. Tout comme année dernière CH a voté contre avec 22 autres dont CEE sauf Grèce, USA et CDN.

Réunion ministérielle OCDE: s'est tenue à Paris 17 et 18 mai. Discussions ont porté sur situation économique, problèmes Nord-Sud, échanges internationaux et investissements. Délégation suisse était dirigée par Conseiller fédéral Furgler. Ministres ont constaté que reprise économique s'était étendue à ensemble zone OCDE, mais qu'elle restait inégalement répartie et ne permettait pas encore baisse chômage en Europe. Un assez large consensus s'est dégagé sur politique économique à suivre à moyen terme pour faire en sorte que cette reprise soit durable et non inflationniste: poursuite politiques monétaires axées sur stabilité, nécessité réduction déficits budgétaires, en particulier par meilleure maîtrise dépenses publiques, atténuation des rigidités internes et maintien d'un système commercial ouvert. Un grand nombre délégations ont exprimé leur préoccupation devant remontée taux d'intérêt aux USA et en ont imputé responsabilité à déficit budgétaire. Délégation américaine, tout en contestant lien entre les deux éléments, s'est dite très confiante qu'une réduction du déficit de l'ordre de 150 milliards de dollars sur trois ans sera adoptée une fois que divergences restantes entre les deux chambres auront été surmontées. Quelques délégations, telles que Suède et Grèce, sans oser préconiser relance demande, ont néanmoins mis accent tout particulier sur nécessité lutter contre chômage. Ministres se sont d'autre part penchés sur problème endettement. Si USA ont vivement défendu approche cas par cas, seule capable selon eux de tenir compte de diversité des situations, majorité autres pays, dont Suisse, ont plaidé pour stratégie intégrée à moyen terme fondée sur éléments principaux suivants: politiques économiques saines dans pays industrialisés favorisant reprise durable et baisse taux d'intérêt, mesures d'ajustement dans PVD, maintien de flux publics et privés suffisants et ouverture des marchés aux exportations des PVD. Rôle des investissements privés, tout comme importance reconstitution appropriée ressources IDA et augmentation capital BIRD ont été soulignés. A quelques rares exceptions près (not. Grèce avec plafonnement taux d'intérêt pour pays les plus pauvres), délégations n'ont pas proposé de mesures vraiment nouvelles. Un certain nombre orateurs ont aussi insisté sur limites politiques et sociales auxquelles se heurte processus ajustement dans PVD.



Problème crédits mixtes a été traité sous ce point ordre du jour. Si toutes délégations pouvaient accepter principe meilleure transparence et discipline dans ce domaine, une sérieuse divergence de vues s'est en revanche manifestée entre USA, UK et RFA, d'un côté, et F, I et Japon de l'autre sur moyens concrets à mettre en oeuvre, en particulier sur augmentation élément minimum de libéralité.

Au chapitre échanges, au sujet mesures de confiance (1ère phase), tous pays membres sont convenus, sous réserve achèvement procédures internes, d'avancer d'une année, au début 1985, application réductions tarifaires prévues initialement pour début 1986 dans cadre NCM. Ont en outre exprimé espoir que dernières réductions tarifaires au titre NCM seront appliquées avec une année d'avance au début 1986. Pays membres s'efforceront par ailleurs améliorer leurs systèmes préférences généralisées en faveur pma. Comme convenu, Ministres ont, d'autre part, entériné propositions d'action du Comité des échanges relatives à 2ème phase (rollback). Comité des échanges a été chargé exécuter programme de travail en vue présenter année prochaine propositions spécifiques sur démantèlement restrictions aux Ministres. Délégation suisse a fait part son ferme espoir que Ministres seront saisis, à leur prochaine réunion, d'un programme effectif et opérationnel en matière rollback. A noter que propositions plus ambitieuses Secrétaire général n'ont par contre trouvé qu'un accueil mitigé (USA positifs, CEE particulièrement réservée).

S'agissant lancement nouveau round au GATT (3ème phase), Japon a été seul pays à demander que Ministres adoptent calendrier précis. USA sont restés en-deça, alors que CEE s'est montrée très réticente. Plusieurs délégations, y compris délégation suisse, ont souligné urgence mener à bien programme travail GATT avant lancement nouveau round. Ministres ont enfin adopté programme de travail pour renforcer système commercial ouvert et multilatéral visant essentiellement à poursuivre examen en cours de certains domaines, tels que services, produits haute technologie, etc. Rapport sur réexamen déclaration et décisions 1976 sur investissement international et entreprises multinationales a été adopté sans difficulté.

Jean-Claude Paye (France), appuyé surtout par USA et pays CEE, a été nommé 17 mai au poste Secrétaire général OCDE après retrait des deux autres candidats canadien et britannique. Entrera en fonction 30 septembre prochain pour période 5 ans. Déroulement réunion a été sans surprise par rapport aux travaux préparatoires. Accrochage sur crédits mixtes fait cependant mal augurer suite des discussions dans ce domaine.

Pianca



Bern, den 21. Mai 1984

Informations- und Pressedienst

1.A.22.14.7.3. -NS/ba

Interne VerteilerlisteBetrifft: Wochentelex 21/84Vertraulich

Bundesrat Aubert		CFA
Sekretäre Chef EDA	Herr Jaccard	JL
	Herr Erard	ER
Politischer Direktor	Botschafter Brunner	BRE
Chef Sekretariat pol. Direktor	Herr Loretan	RL
Sekretariat pol. Direktor	Frl. Chollet	W 156
Rechtsberater	Botschafter Monnier	MX
Protokoll	Botschafter Manz	MA
Politisches Sekretariat	Botschafter Ritter	RR
	Herr Dreyer	DD
Politischer Dokumentationsdienst	Herr Schmalz	SZ
Politische Sonderfragen	Minister von Arx	AX
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Failletaz	FA
	Herr Hulliger	HG
	Herr Faivet	FB
Politische Direktion		
Politische Abteilung I	Botschafter Pianca	PIA
	Herr Fetscherin	FN
	Herr Bodenmüller	BOD
	Herr Brogini	BRO
Politische Abteilung II	Botschafter Wipfli	WIP
	Herr Ramseyer	RY
Sektion für konsularischen Schutz	Herr Wyttenbach	WH
Auslandschweizerangelegenheiten	Minister Leippert	LT
Fremde Interessen	Herr Ghisler	GH
	Kanzlei	G 14
Direktion für internat. Organisat.	Botschafter Muheim	MF
	Minister Uhl	UL
	Herr Mayor	MAY
Sektion Vereinte Nationen und internationale Organisationen	von Graffenried	GV



Sektion internationale wissenschaftliche Angelegenheiten	Herr Creola	CRE
Sektion für kulturelle und UNESCO-Angelegenheiten	Herr Weiersmüller	WE
Sekretariat der nationalen schweiz. UNESCO-Kommission	Herr Müller	MO
Information über UNO-Angelegenheiten	Herr Bucher	BUJ
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Diez Herr Stettler Minister Krafft	DZ STR KT
Sektion Völkerrecht	Herr Reimann	REI
Sektion Entschädigungsabkommen	Frau Pauli	PS
Sektion Staatsverträge	Herr Rubin	RC
Sektion Landesgrenze und Nachbarrecht	Herr Dubois	DS
Sektion Verkehr	Herr Hollenweger	HW
Generalsekretariat	Botschafter Glesti Herr Baumgartner	GLS BAG
Allgemeine Angelegenheiten und Personalausbildung	Herr Friederich	FI
Personalsektion	Herr Indermühle Herr Killias	IND/FZ/HLD KC
Sektion Verwaltungsinspektion und konsularische Angelegenheiten	Herr Sunier	SQ
Kuriersektion	Herr Scheurer	SR
Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe DEH	Botschafter Staehelin Herr Wilhelm Herr Leuzinger Herr Greber Hr. Giovannini/Hr. Högger	SFR WM LP GRE GI/HL
Delegierter für Katastrophenhilfe im Ausland	Herr Blaser	BL
Sektion Internationale Hilfswerke	Herr von Muralt	MD
Integrationsbüro EDA/EVD	Herr Girard	Gi

W 338

1 Ex. an: Délégation suisse près l'AELE, 1 Ex. Mission permanente, GE  
 35 Ex. an: Bundesamt für Aussenwirtschaft, Bundeshaus Ost, Büro 81  
 (vom Wochentelex nur 26 Ex.)



21. Mai 1984

Informations- und Pressedienst

Sa 22 Mai 84 12

1.A.22.14.7.3. - NS/ba

V E R S A N D L I S T EBetrifft:      **Wochentelex 21/84**      VertraulichDIPLOMATISCHE VERTRETUNGEN

Abidjan	Djeddah	New York / UNO
Abu Dhabi	Dublin	Oslo
Addis Abeba	Guatemala	Ottawa
Akkra	Hanoi	Panama
Algier	Harare	Panmunjom
Amman	Havanna	Paris
Ankara	Helsinki	Paris / OECD
Asuncion	Islamabad	Paris / UNESCO
Athen	Jakarta	Prag
Bagdad	Kairo	Pretoria
Bangkok	Khartoum	Quito
Beijing	Kigali	Rabat
Beirut	Kinshasa	Rom
Belgrad	Kopenhagen	San José
Berlin DDR	Kuala Lumpur	Santiago de Chile
Bogota	Kuwait	Singapur
Bonn	Lagos	Sofia
Brasilia	La Paz	Stockholm
Brüssel	Lima	Strassburg / Europarat
Brüssel / Mission	Lissabon	Söul
Budapest	London	Tananarive
Buenos Aires	Luanda	Teheran + Fremde Inter.
Bukarest	Luxembourg	Tel-Aviv
Canberra	Madrid	Tokio
Caracas	Manila	Tripolis
Colombo	Maputo	Tunis
Conakry	Mexico	Warschau
Dakar	Monrovia	Washington
Damaskus	Montevideo	Wellington
Dar es Salaam	Moskau	Wien
Den Haag	Nairobi	Yaoundé
Dhaka	New Delhi	

Genf / IO

GENERALKONSULATE:

Hong Kong  
Mailand  
München  
New York  
Frankfurt

97 Vertretungen  
+ 5 Generalkonsulate

102 total  
=====



EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER  
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN  
Informations- und Pressedienst

3003 Bern, den 21. Mai 1984

VERTRAULICH

i.A.22.14.7.3. - NS/ba

T E L E G R A M M (CH)

Wochentelex 21-84

a) an die diplomatischen Vertretungen in:

- Ankara	- Dublin	- Oslo
- Bagdad	- Helsinki	- Paris (auch OECD)
- Bangkok	- Jakarta	- Peking
- Belgrad	- Kairo	- Prag
- Bonn	- Lissabon	- Pretoria
- Brasilia	- London	- Rom
- Brüssel (Botschaft + Mission)	- Luxemburg	- Santiago de Chile
- Buenos Aires	- Madrid	- Stockholm
- Canberra	- Mexiko	- Teheran
- Caracas	- Moskau	- Tokio
- Dar es Salaam	- New Delhi	- Warschau
- Den Haag	- New York/Swissobser	- Washington
- Djeddah	- Ottawa	- Wien

b) mit Kurier an alle übrigen diplomatischen Vertretungen sowie an die Generalkonulate in Mailand, München und auch an die Delegation in Panmunjom.

c) an die Direktionen, Abteilungen und Dienste der Zentrale zur Information.

d) an das Bundesamt für Aussenwirtschaft (BAWI) und das Integrationsbüro des EDA/EVD.